COMPTE-RENDU
FORMATION SPÉCIALISÉE
DU 10 OCTOBRE 2025

À Melun le 14 octobre 2025

Une Formation Spécialisée s'est réunie le vendredi 10 octobre 2025 avec à l'ordre du jour : le DUERP/PAPRIPACT 2025, l'aménagement des accueils de Chelles et de Coulommiers et les rapports d'activité des services sociaux et de la médecine du travail.

En liminaire, pour la première instance sous la présidence de la nouvelle Directrice de la DDFiP 77, Solidaires Finances Publiques 77 a mis en avant son souhait d'un dialogue social riche, de confiance et dans lequel les représentants du personnel seront entendus et écoutés.

***

Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) / Programme Annuel de Prévention des Risques Professionnels et d'Amélioration des Conditions de Travail (PAPRIPACT) 2025

Le DUERP/PAPRIPACT 2025 nous a été présenté par la Direction. Elle nous a indiqué que cette campagne était allégée, dédiée à la seule actualisation des risques déjà identifiés. Dans le DUERP 2025, les Risques Psycho-Sociaux (RPS) sont le plus souvent cités et représentent 54 % des lignes.

Dans son avis, Solidaires Finances Publiques 77 dénonce la prise en charge des RPS dans le PAPRIPACT qui demeure anecdotique, ce qui traduit les orientations choisies par la Direction qui décide des lignes reportées dans le PAPRIPACT. Solidaires Finances Publiques 77 a donc une nouvelle fois demandé à la Direction que l'ensemble des lignes du DUERP concernant les RPS soient reprisent dans le PAPRIPACT.

D'après les documents de travail, la DDFiP 77 considère toujours que les RPS ne résultent que d'un ressenti des agents d'où mesures de préventions proposées qui ne correspondent pas aux risques exposés ou qui ne résoudront qu'une partie des problématiques. Pour Solidaires Finances Publiques 77, chaque année les mêmes risques ressortent auxquels les mêmes réponses sont apportées, c'est pour cela que l'administration doit changer ses réponses. En effet, si l'administration continue d'apporter les mêmes réponses et que le risque persiste, c'est que la réponse n'est pas adaptée.

Aussi Solidaires Finances Publiques 77 a indiqué qu'au-delà de la position : mêmes réponses = mêmes effets, il faudrait penser avant tout à agir sur les causes qui entraînent les risques, c'est en agissant sur ces causes que les risques pourront diminuer. Malheureusement, notre administration, par sa politique de suppressions d'emplois annuelle, notamment, ne cesse d'aggraver chaque année ces causes.

Solidaires Finances Publique 77 a donc émis un avis défavorable dur le DUERP/PAPRIPACT 2025.

Solidaires Finances Publiques 77 a rappelé lors de cette instance se demande de mise en place d'un protocole concret à la DDFiP 77 pour les périodes de canicules. En effet, il existe une forte probabilité que les épisodes de canicule se multiplient dans les années à venir, la simple redescente des consignes du Secrétariat Général ne suffit pas. Le cadrage de ces périodes doit être clair et venir de la Direction qui doit endosser pleinement ses responsabilités. Ce ne sont pas les responsables de service qui doivent initier un protocole en fonction de leur service.

Concernant l'environnement bruyant des espaces de travail, Solidaires Finances Publiques 77 est revenu sur l'effet néfaste des open-space sur l'environnement de travail. Certes l'open-space peut avoir un effet positif concernant la mutualisation des informations, la formation entre collègues, il n'empêche pas moins qu'il s'agit d'un environnement de travail bruyant. De plus, les open-space peuvent poser des soucis de confidentialité (discussions privées, écrans d'ordinateur visibles par tout le monde) et mettre une pression (sentiment d'être surveillé par tout le monde).

Solidaires Finances Publiques 77 a invité la Direction à un retour à des espaces de travail plus renfermés à taille humaine (3-4 agents par bureau). De plus, ce modèle d'espace de travail est moins favorable à la propagation de virus plutôt que les espaces partagés en open-space (cf. l'épisode covid).

Concernant la sécurisation des espaces d'accueil, Solidaires finances Publiques 77 a constaté qu'il n'y avait aucun aménagement de prévu pour les sites de Provins et de Melun Cité. La Direction nous a répondu que pour Provins, elle était à la recherche d'un nouveau lieu de travail. En effet même s'il n'est pas question de quitter Provins, le bâtiment actuel est sous exploité. Étant donné l'objectif de changement de lieu, la Direction ne prévoit pas de travaux à l'accueil. Pour l'accueil de Melun Cité, la Direction nous indique qu'au vu des travaux qui vont avoir lieu à la Cité Administrative, il n'est pas prévu de travaux sur l'accueil pour le moment.

Aménagement des accueils de Chelles et de Coulommiers

Le sujet avait été abordé lors du groupe de travail du 16 septembre 2025.

Sur le site de Chelles, les travaux consistent à réaménager l'espace d'accueil afin de mieux séparer la zone usagers et la zone administrative, une amélioration de la signalétique va également être effectuée.

Sur le site de Coulommiers, les travaux de l'accueil permettront la création d'un chemin de fuite pour les agentes et agents d'accueil. La mise en place d'une cloison permettra également aux agentes et agents d'accéder au site et aux étages depuis l'accès réservé aux personnels sans avoir à passer par la zone d'accueil. Pour finir, le réaménagement du rez-de-chaussée permettra l'installation du cabinet du médecin du travail à ce niveau plutôt qu'au 2e étage du bâtiment.

Rapport d'activité 2024 des Services Sociaux

Le rapport d'activité 2024 des Services Sociaux met en évidence les principales problématiques des agentes et agents liées à la vie professionnelle, au budget et la santé. Solidaires Finances Publiques 77 y voit l'impact direct des politiques destructrices menées au sein de nos administrations (emploi, règles de gestion, restructurations) qui nuisent fortement au quotidien des agentes et agents aussi bien pour leur vie professionnelle que personnelle.

Ce rapport conforte nos revendications que soit pour l'arrêt des restructurations, l'arrêt des suppressions d'emploi et l'augmentation de la rémunération.

Solidaires Finances Publiques 77 a fait remarquer que chaque année nous lisions le même rapport d'activité, que chaque année nous faisons les mêmes constats et que chaque année la situation se dégrade. Pour solidaires Finances Publiques 77, il y a donc urgence à agir pour les agents avec une rupture des politiques menées depuis des années qui pèsent sur les services publics et sur les agentes et agents.

Rapport annuel 2024 de la médecine du travail

Lors de cette formation spécialisée nous avons appris qu'une infirmière arriverait au 1er novembre 2025 pour aider le médecin du travail.

La médecine du travail a une nouvelle fois noté une augmentation des orientations vers un psychologue au cours de l'année 2024 (psychologues exerçant pour le ministère ou vers la plateforme d'écoute psychologique).

Questions diverses

- Mouvement des inspecteurs stagiaires :

Solidaires Finances Publiques 77 est intervenu concernant le mouvement des inspecteurs stagiaires. En effet, par courriel adressé à la Responsable du Pôle Pilotage et Ressources le 7 octobre 2025, Solidaires Finances Publiques 77 demandait les modalités de recrutement qui allaient être mises en place au sein de la DDFiP 77 pour ces futures arrivées puisqu'il s'agit du premier mouvement d'affectation de A stagiaires au choix. Solidaires Finances Publiques 77 demandait également des informations suite à la parution de fiches de postes le 25 septembre à destination des titulaires sur Ulysse 77 dont le délai de parution n'était que de 12 jours (7 octobre date de clôture pour postuler), non conformes au 30 jours indiqués dans la note nationale.

Aucune réponse n'avait été apportée à ce courriel.

Lors de cette Formation Spécialisée (FS), la Direction nous indique que les fiches de postes doivent être disponibles pour les titulaires au moins 15 jours avant la publication des fiches pour les stagiaires,

c’est pourquoi les fiches ont été publiées fin septembre avec une date limite de candidature au 7 octobre 2025.

Solidaires Finances Publiques 77 dénonce cette restriction qui va a l’encontre de la note nationale sur le mouvement au choix des inspecteurs qui prévoit un délai de 30 jours de publication sur l’intranet local.

- Pérennité du site de Nemours :

La Direction nous indique que la DDFiP 77 s’est engagée à rester sur Nemours jusqu’au 31/12/2026, passé cette date aucun engagement ne peut être pris, car cette décision ne relève pas de la Direction. Cependant la Direction nous a indiqué que quelle que soit la décision qui serait prise pour le site de Nemours un traitement individualisé de la situation des agents serait fait.